

Montréal
Québec
Toronto
Ottawa
Edmonton
Philadelphie
Denver
Tampa



Regard des entreprises au Québec sur les politiques publiques

Janvier 2010

Table des matières

Contexte, objectifs et méthodologie	3
Conclusions stratégiques	4
Profil des répondants	6
Résultats détaillés	7
1. Évaluation générale du gouvernement du Québec	8
1.1. Niveau de satisfaction globale à l'égard du gouvernement actuel	9
1.2. Évaluation du gouvernement actuel sur différentes dimensions	10
2. Perception à l'égard de dossiers spécifiques	12
2.1. Perception de la gestion des finances publiques	13
2.2. Perception de l'industrie de la construction	16
3. Priorités gouvernementales	17
3.1. Évaluation des politiques publiques	18
3.2. Facteurs les plus importants pour l'entreprise	19
3.3. Priorités du gouvernement provincial	20
3.4. Priorités du gouvernement fédéral	21

Contexte, objectifs et méthodologie

- Léger Marketing a été mandatée par le Conseil du patronat du Québec (CPQ) pour réaliser une étude auprès de hauts dirigeants d'entreprises afin d'évaluer leurs perceptions par rapport aux politiques publiques québécoises et certains enjeux liés aux entreprises.
- Pour ce faire, Léger Marketing a réalisé un sondage quantitatif du 25 novembre 2009 au 11 janvier 2010 auprès de 352 haut(e)s dirigeant(e)s d'entreprises, situées au Québec, de 25 employés ou plus, et pouvant s'exprimer en français ou en anglais. De ce nombre, 52 étaient membres du CPQ et ont été contactés par courriel. Tous les autres répondants ont été contactés par téléphone.
- Les résultats ont été pondérés selon le nombre d'employés et la proportion des membres et des non-membres du CPQ afin de rendre l'échantillon représentatif de l'ensemble des entreprises de 25 employés et plus au Québec. Finalement, la marge d'erreur maximale avec un échantillon de 352 répondants est de $\pm 5,22\%$, et ce, 19 fois sur 20.
- Lorsque possible, les résultats de l'étude sont comparés à ceux obtenus dans une autre étude menée par Léger Marketing auprès du grand public en novembre 2009 (sondage web auprès d'un échantillon représentatif de 1004 Québécois(es)).

Notes :

- Les chiffres présentés dans ce rapport étant arrondis, les sommes dans les graphiques et tableaux (basées sur les chiffres réels avant arrondissement) peuvent ne pas correspondre à l'addition manuelle des nombres arrondis.
- Pour la section 3 du rapport où les questions ont été posées aux membres seulement, notons que la marge d'erreur maximale avec un échantillon de 52 répondants est de $\pm 12,05\%$, et ce, 19 fois sur 20.

Conclusions stratégiques

1. Les entreprises évaluent l'actuel gouvernement du Québec en lui attribuant une note moyenne de satisfaction passable de 5,3 sur 10. Comparativement à l'an dernier à pareille date, la satisfaction à l'égard de l'actuel gouvernement du Québec est **demeurée stable** pour la plupart des entreprises (65%). Une tendance défavorable est toutefois observée puisque la satisfaction s'est détériorée pour 29% des entreprises, alors qu'elle s'est améliorée pour seulement 6% des entreprises.
2. De façon générale, les entreprises **évaluent plus sévèrement** les dimensions relatives aux domaines de la **main-d'œuvre** et des **finances publiques** que celles de la réglementation et du développement durable.

Les dimensions ayant reçu la **plus faible évaluation** des entreprises sont :

- La gestion des finances publiques (moyenne de 3,9);
- L'établissement de règles d'éthique en matière de gouvernance dans le secteur public (moyenne de 4,1);
- La simplification et l'harmonisation de la législation à laquelle sont soumises les entreprises (moyenne de 4,7);
- La mise en place d'un système de taxes et de cotisations sur la masse salariale qui soit compétitif (moyenne de 4,7);
- La création d'incitatifs à la productivité et à la performance pour les entreprises (moyenne de 4,9).

Notons que plusieurs de ces dimensions s'inscrivent dans les priorités d'actions du CPQ.

3. Afin de réduire le déficit au Québec, environ la moitié (48%) des entreprises pensent que le gouvernement devrait à la fois **augmenter ses revenus et réduire ses dépenses**, alors que près de l'autre moitié (48%) est d'avis qu'il doit **surtout réduire ses dépenses**. La réduction des dépenses est donc une solution mentionnée par 96% des répondants et seulement une minorité (3%) d'entreprises indiquent que la solution réside exclusivement dans l'augmentation des revenus.
4. La quasi-totalité (95%) des entreprises **sont d'accord** pour dire que chaque fois que le **gouvernement** du Québec annonce un nouveau programme, un nouveau projet ou une nouvelle politique, celui-ci devrait être **obligé d'identifier de façon précise les réductions de dépenses gouvernementales qui seront nécessaires**, ailleurs, pour financer ces nouvelles initiatives.

Conclusions stratégiques (suite)

5. En ce qui a trait aux cotisations gouvernementales prélevées sur les salaires des travailleurs, seulement 7% des entreprises sont d'avis que le gouvernement du Québec devrait **continuer d'augmenter les cotisations pour faire face aux coûts grandissants de ces programmes**. Près d'une entreprise sur quatre (39%) est plutôt d'avis que le gouvernement devrait **cesser d'augmenter les cotisations en réduisant certains bénéfices à l'intérieur de ces programmes**. La moitié (53%) estiment que le gouvernement devrait même **diminuer les cotisations en réexaminant la structure de ces programmes**.
6. Les entreprises du Québec blâment plus particulièrement **le contrôle des syndicats sur la main-d'œuvre du secteur de la construction** (31%) et **les mauvaises procédures d'appels d'offre** (24%) quant aux raisons expliquant pourquoi les chantiers de construction coûtent plus chers au Québec qu'ailleurs.
7. La plupart (62%) des membres du CPQ interrogés relativement aux politiques publiques actuellement en place au Québec pensent que le **Québec a besoin de réformes fondamentales**. Ce résultat rejoint le discours du CPQ voulant qu'un Québec prospère passe par un Québec transformé.
8. Au cours de la prochaine année, les membres du CPQ pensent que les **trois priorités du gouvernement provincial** devraient être **le contrôle des dépenses publiques** (73%), **la réduction de la dette** (35%) et **la réforme du système de santé** (35%).
9. Les **priorités du gouvernement fédéral** sont similaires avec **le contrôle des dépenses publiques** (73%) et **la réduction de la dette** (46%). La réduction des impôts des particuliers (21%), les transferts fédéraux aux provinces (21%) et le protectionnisme aux États-Unis (21%) sont d'autres priorités d'actions à considérer au fédéral.
10. Selon les membres du CPQ, les facteurs les plus importants pour leur entreprise dans le contexte actuel sont **la qualité de la main-d'œuvre** (27%), **la productivité** (25%), **le coût de la main-d'œuvre** (23%) et **la motivation et la rétention des employés** (23%). Les enjeux liés à la main-d'œuvre semblent donc au cœur des préoccupations des entreprises au Québec.

Profil des répondants

	Total (n= 352)
Poste	
Propriétaire	27%
Directeur général	26%
Gestionnaire principal	20%
Président	17%
Directeur exécutif	5%
Vice-président	5%
Nombre d'employés	
25 à 49 employés	61%
50 à 99 employés	21%
100 à 249 employés	13%
250 à 499 employés	2%
500 employés et plus	2%
Emplacement	
Montréal	25%
Québec	14%
Autres	61%

	Total (n= 352)
Secteur d'activités	
Commerces de détail	24%
Manufactures	23%
Services personnels et d'affaires	12%
Transport, communication et services publics	8%
Finance, assurances et immobilier	6%
Construction	6%
Services de santé	5%
Distribution/Grossistes	5%
Ingénierie, comptabilité, recherche et gestion	4%
Éducation et services sociaux	3%
Agriculture, pêche et forêts et mines	2%
Autres	1%

Montréal
Québec
Toronto
Ottawa
Edmonton
Philadelphie
Denver
Tampa



Résultats détaillés

Montréal
Québec
Toronto
Ottawa
Edmonton
Philadelphie
Denver
Tampa

1. Évaluation générale du gouvernement du Québec

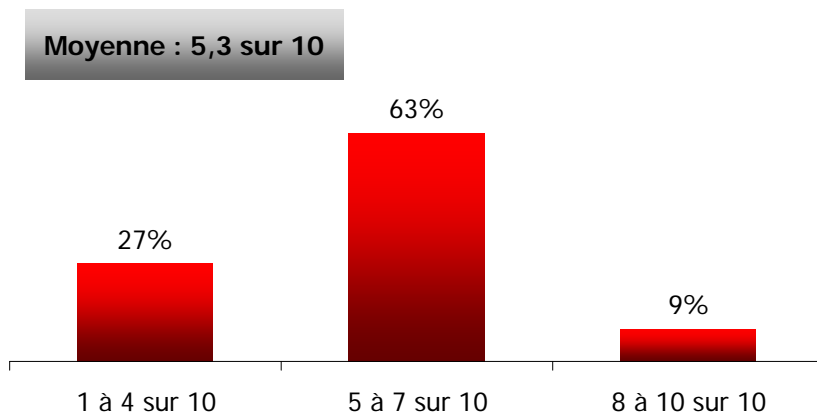


1.1. Niveau de satisfaction à l'égard du gouvernement actuel

- Les entreprises accordent une note moyenne de satisfaction passable de 5,3 sur 10 à l'égard de l'actuel gouvernement du Québec.
- Comparativement à l'an dernier à pareille date, le niveau de satisfaction globale des entreprises à l'égard de l'actuel gouvernement du Québec est généralement demeuré stable (65%). Une tendance défavorable est toutefois observée puisque le niveau de satisfaction s'est détérioré pour 29% des entreprises, alors qu'il s'est amélioré pour seulement 6% des entreprises.

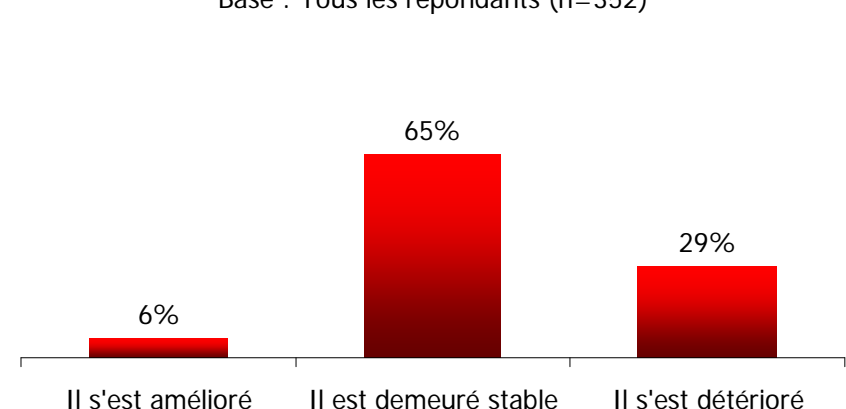
Q4. Quel est votre niveau de satisfaction globale à l'égard de l'actuel gouvernement du Québec?
Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 signifie très insatisfait et 10 très satisfait.

Base : Tous les répondants (n=352)



Q5. Comparativement à l'an dernier à pareille date, votre niveau de satisfaction globale à l'égard de l'actuel gouvernement du Québec s'est-il amélioré, détérioré ou est-il demeuré stable?

Base : Tous les répondants (n=352)



1.2. Évaluation du gouvernement actuel sur différentes dimensions

- Le tableau de la page suivante présente l'évaluation du gouvernement actuel sur différentes dimensions relatives aux domaines de la main-d'œuvre, des finances publiques, de la réglementation et du développement durable.
- Dans l'ensemble, les dimensions relatives aux domaines de la main-d'œuvre et des finances publiques sont évaluées plus sévèrement que celles de la réglementation et du développement durable par les entreprises.
- Plus précisément, les dimensions qui ont reçu **les notes d'évaluation les plus basses** de la part des entreprises sont :
 - la gestion des finances publiques (3,9/10)
 - l'établissement de règles d'éthique en matière de gouvernance dans le secteur public (4,1/10)
 - la simplification et l'harmonisation de la législation à laquelle sont soumises les entreprises (4,7/10)
 - la mise en place d'un système de taxes et cotisations sur la masse salariale qui soit compétitif (4,7/10)
 - la création d'incitatifs à la productivité et à la performance pour les entreprises (4,9/10).
- Notons que plusieurs de ces éléments viennent directement rejoindre les priorités du Conseil du patronat du Québec et illustrent donc bien le besoin criant de réformes à cet égard.

1.2. Évaluation du gouvernement actuel sur différentes dimensions (suite)

Q3A-S. Comment évaluez-vous la performance de l'actuel gouvernement du Québec sur chacune des dimensions suivantes. Par gouvernement, nous faisons référence au premier ministre, mais également aux ministres impliqués dans ces dossiers. Dans chaque cas, veuillez évaluer la performance sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que très insatisfaisante, 10 très satisfaisante et où 5 représente la note de passage.

Base : Tous les répondants (n=352)

Domaine de la main-d'œuvre

Domaine des finances publiques

Domaine de la réglementation

Domaine du développement durable



Montréal
Québec
Toronto
Ottawa
Edmonton
Philadelphie
Denver
Tampa

2. Perceptions à l'égard de dossiers spécifiques

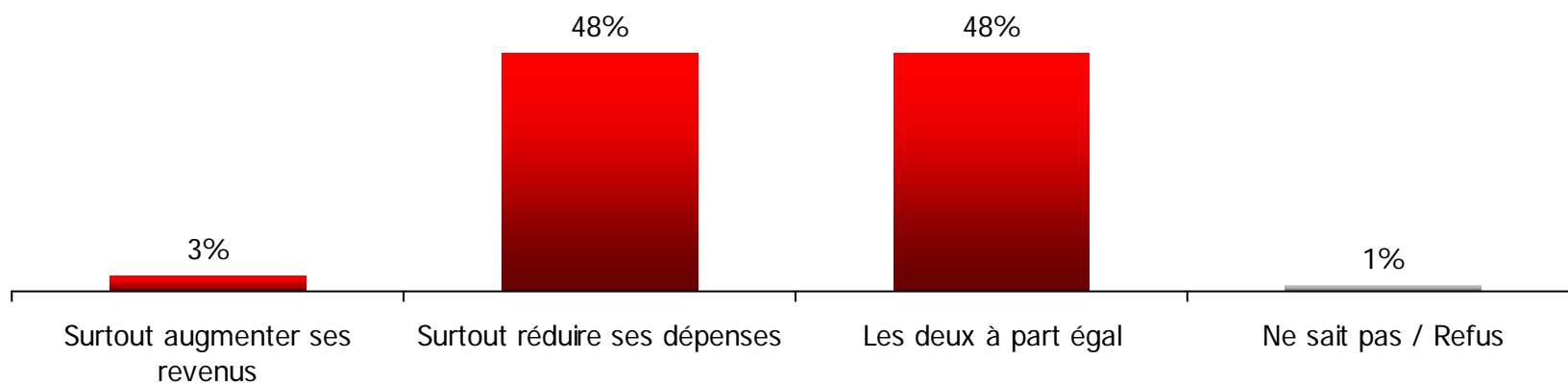


2.1. Perception de la gestion des finances publiques - réduction du déficit

- Afin de réduire le déficit au Québec, environ la moitié (48%) des entreprises interrogées sont d'avis que le gouvernement devrait à la fois augmenter ses revenus et réduire ses dépenses, alors que l'autre moitié (48%) pensent qu'il doit surtout réduire ses dépenses. La réduction des dépenses est donc privilégiée par les entreprises : seulement 3% des entreprises pensent que la solution au déficit passe exclusivement par l'augmentation des revenus.
- L'opinion des entreprises n'est pas très différente de celle du grand public. En effet, des résultats similaires ont été obtenus lors du sondage réalisé auprès du grand public en novembre 2009. Plus de la moitié des Québécois (54%) étaient d'avis que le gouvernement doit surtout réduire ses dépenses, alors que 39% pensent qu'il doit à la fois augmenter ses revenus et réduire ses dépenses et 4% qu'il doit surtout augmenter ses revenus.

Q8. Pour réduire le déficit au Québec, le gouvernement devrait-il...

Base : Tous les répondants (n=352)

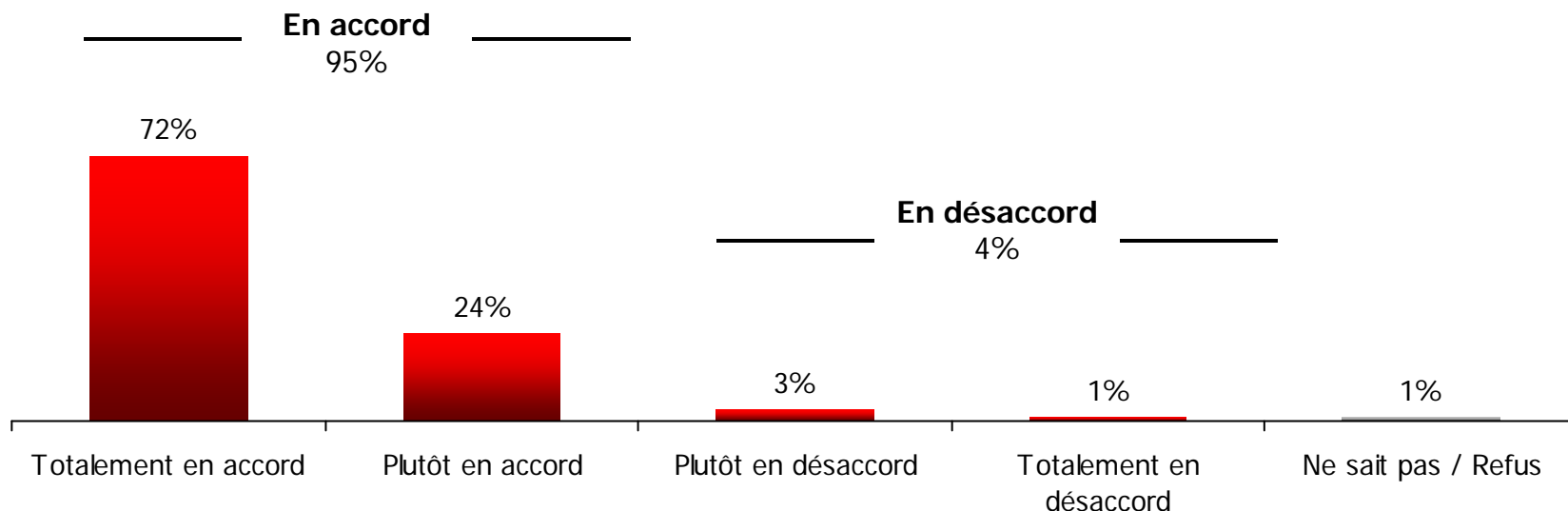


2.1. Perception de la gestion des finances publiques - annonce de nouveaux projets

- La grande majorité (95%) des entreprises sont d'accord avec l'énoncé « Chaque fois que le gouvernement du Québec annonce un nouveau programme, un nouveau projet ou une nouvelle politique, celui-ci devrait être obligé d'identifier de façon précise les réductions de dépenses gouvernementales qui seront nécessaires, ailleurs, pour financer ces nouvelles initiatives ».
- Il s'agit d'un résultat similaire à celui obtenu auprès du grand public (92% étaient en accord avec l'énoncé).

Q9. À quel point êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : Chaque fois que le gouvernement du Québec annonce un nouveau programme, un nouveau projet ou une nouvelle politique, celui-ci devrait être obligé d'identifier de façon précise les réductions de dépenses gouvernementales qui seront nécessaires, ailleurs, pour financer ces nouvelles initiatives.

Base : Tous les répondants (n=352)

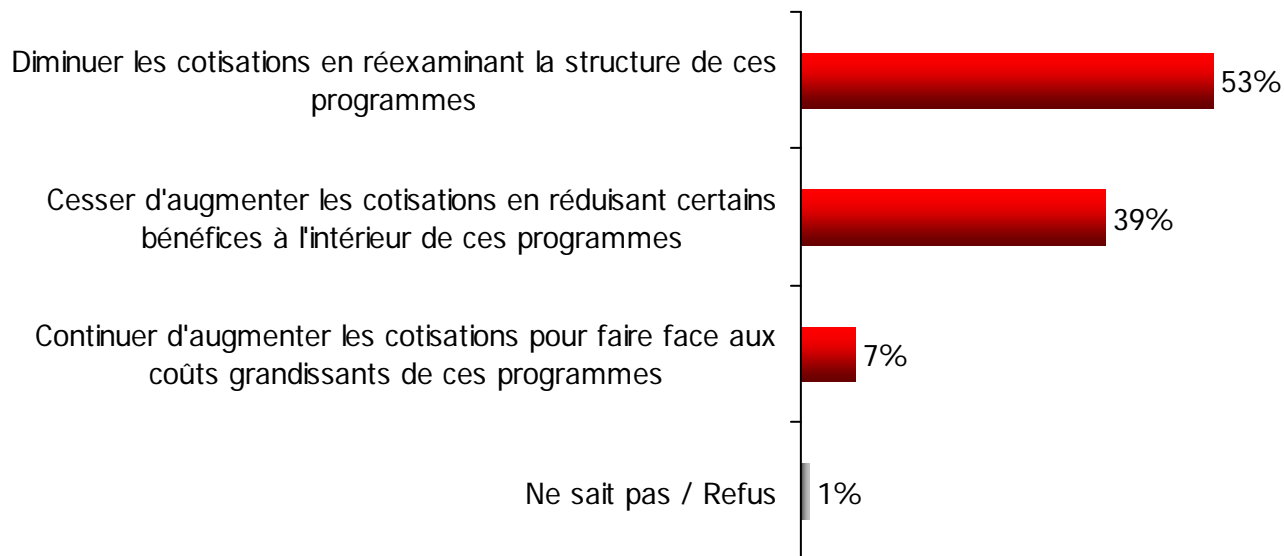


2.1. Perception de la gestion des finances publiques - cotisations des entreprises

- Dans le contexte actuel, où les cotisations payées par les employeurs québécois augmentent de façon régulière et sont estimées comme étant 30% plus élevées qu'en Ontario, plus de la moitié (53%) des entreprises sont d'avis que le gouvernement du Québec devrait diminuer les cotisations en réexaminant la structure de ces programmes, alors que 39% pensent qu'il faut cesser d'augmenter les cotisations en réduisant certains bénéfiques à l'intérieur de ces programmes.
- Dans l'étude auprès du grand public, 53% étaient d'avis que le gouvernement du Québec devrait diminuer les cotisations en réexaminant la structure de ces programmes. Il s'agit d'un résultat identique à celui obtenu auprès des entreprises.

Q10. Au-delà des impôts, les gouvernements prélèvent sur chaque paie des cotisations basées sur les salaires des travailleurs, notamment pour financer le Régime des rentes du Québec, l'assurance-emploi et la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). Les cotisations payées par les employeurs québécois augmentent de façon régulière et on estime qu'elles sont 30% plus élevées qu'en Ontario. Dans ce contexte, le gouvernement du Québec devrait-il...

Base : Tous les répondants (n=352)

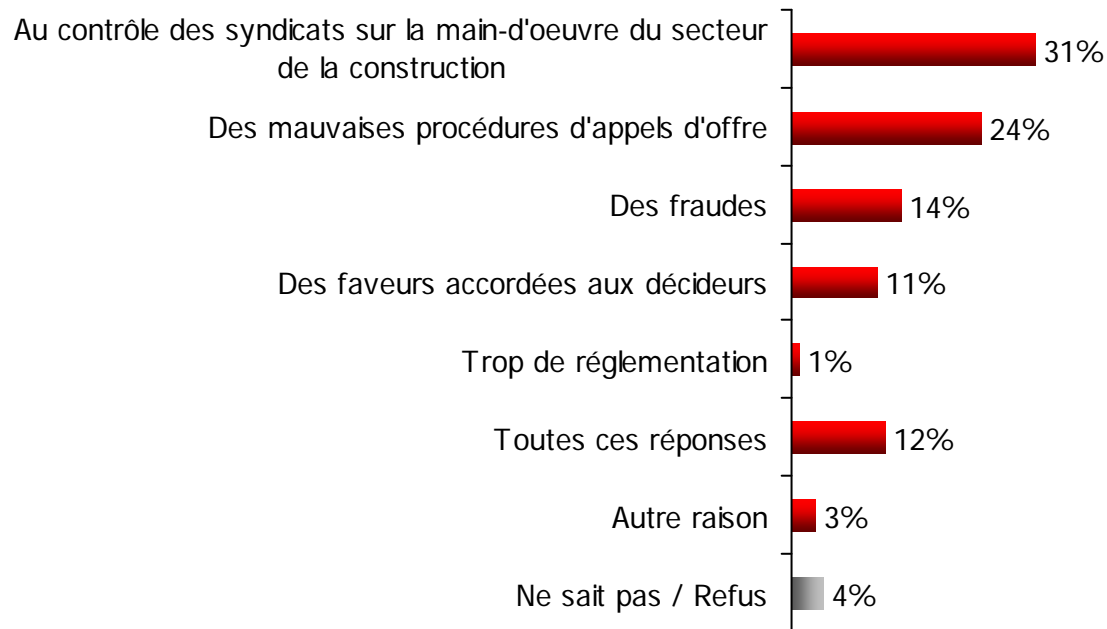


2.2. Perception de l'industrie de la construction

- Les entreprises sont plutôt partagées quant aux raisons expliquant pourquoi les chantiers de construction coûtent plus chers au Québec qu'ailleurs. Elles blâment plus particulièrement le contrôle des syndicats sur la main-d'œuvre du secteur de la construction (31%) et les mauvaises procédures d'appels d'offre (24%).
- Dans l'étude effectuée auprès du grand public, les opinions étaient encore plus divisées. Les Québécois mettaient surtout en causes les fraudes (27%), le contrôle des syndicats sur la main-d'œuvre du secteur de la construction (23%) et les mauvaises procédures d'appel d'offres (22%).

**Q11. Selon certains, les chantiers de construction coûteraient plus chers au Québec qu'ailleurs.
Selon vous, est-ce principalement dû à...**

Base : Tous les répondants (n=352)



Montréal
Québec
Toronto
Ottawa
Edmonton
Philadelphie
Denver
Tampa



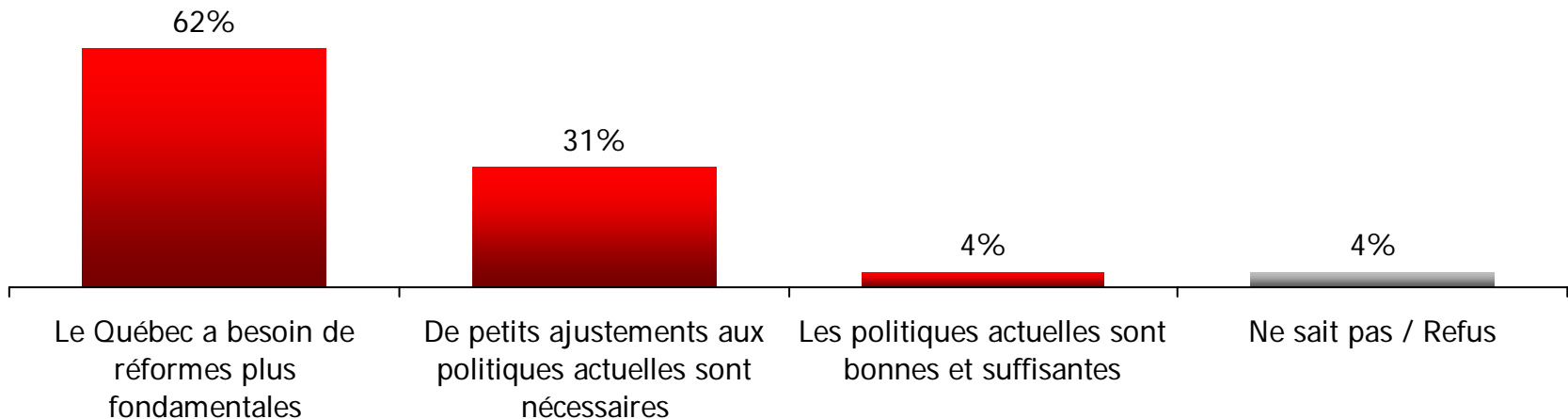
3. Priorités gouvernementales

3.1. Évaluation des politiques publiques

- Selon les membres du CPQ, les politiques publiques actuellement en place au Québec nécessitent des changements. En effet, la majorité (62%) des membres interrogés pensent que **les politiques publiques du Québec ont besoin de réformes plus fondamentales** pour assurer la prospérité future du Québec. Moins du tiers (31%) des membres sont d'avis que de petits ajustements politiques sont nécessaires, alors que seulement 4% sont satisfaits des politiques actuelles qu'ils considèrent bonnes et suffisantes.

Q17. De manière générale, comment évaluez-vous les politiques publiques actuellement en place au Québec quant à leurs effets sur la prospérité future du Québec?

Base : Membres du CPQ (n=52)



3.2. Facteurs les plus importants pour l'entreprise

- Selon les membres du CPQ, les **facteurs les plus importants** pour leur entreprise dans le contexte actuel **concernent la main-d'œuvre** : la qualité de la main d'œuvre (27%), la productivité (25%), le coût de la main-d'œuvre (23%) et la motivation et la rétention des employés (23%).

Q14. Parmi la liste de facteurs suivants, quel est celui qui a la plus grande importance pour votre entreprise, dans le contexte actuel? Le deuxième plus important? Le troisième?

Base : Membres du CPQ (n=52)

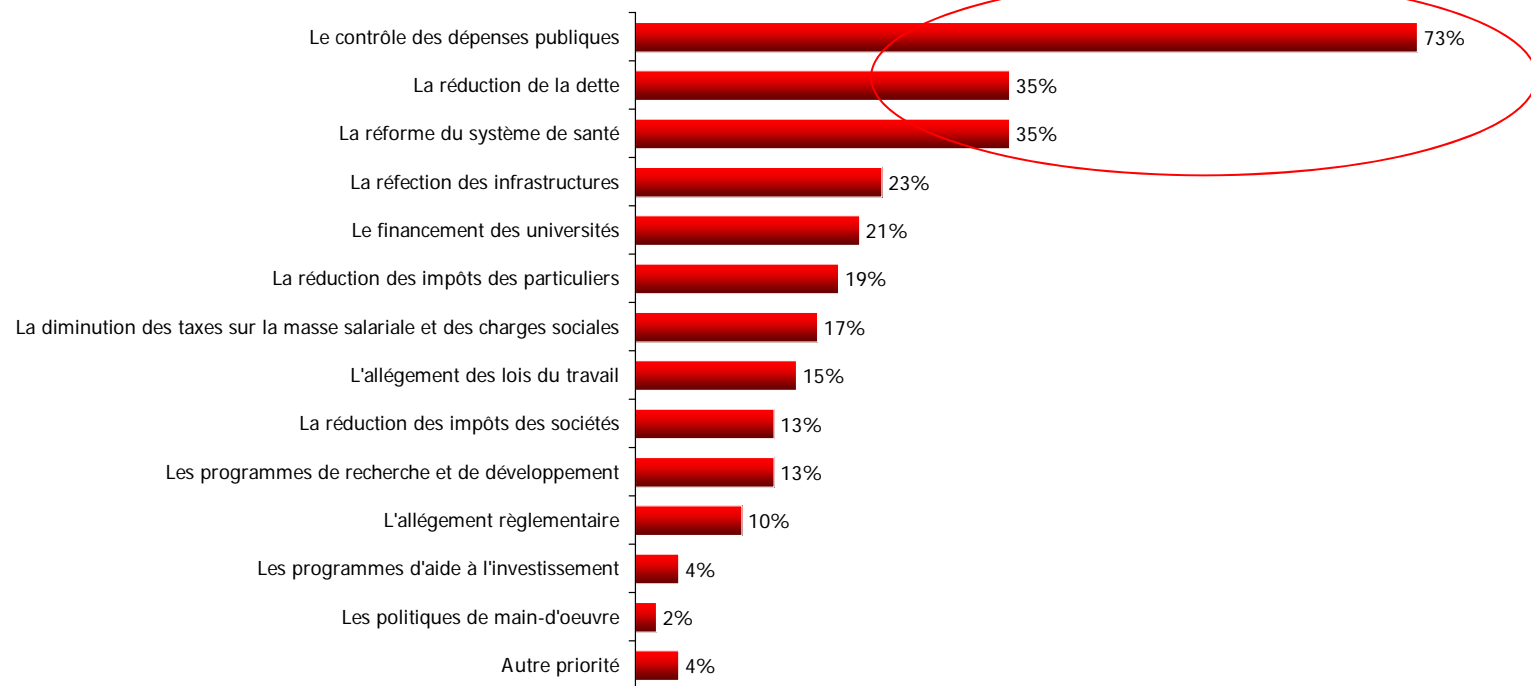
	Total des mentions (n=52)
La qualité de la main-d'oeuvre	27%
La productivité	25%
Le coût de la main-d'oeuvre	23%
La motivation et la rétention des employés	23%
La disponibilité de la main-d'oeuvre	19%
La recherche et le développement	17%
Les lois du travail	13%
Le taux de change	13%
La concurrence internationale	13%
La fiscalité des entreprises	13%
Les politiques générales du gouvernement provincial	13%
La concurrence locale	12%
Les politiques gouvernementales relatives à l'environnement	10%
Les politiques générales du gouvernement fédéral	10%
L'accès aux nouvelles technologies	8%
Le prix du pétrole	8%
La fiscalité des particuliers	6%
Les taux d'intérêt	6%
Les accords internationaux de commerce	6%
La diversité culturelle et linguistique	4%
La tarification des services publics	4%
La politique linguistique	2%
La conciliation travail-famille et la demande pour des horaires flexibles	2%
L'implication sociale de l'entreprise	2%
Autre facteur	6%
Ne sait pas / Refus	4%

3.3. Priorités du gouvernement provincial

- Les membres du CPO sont d'avis que le gouvernement provincial devrait surtout prioriser les domaines des finances publiques et de la santé au cours de la prochaine année.
- En effet, les trois priorités du gouvernement provincial devraient être **le contrôle des dépenses publiques (73%)**, **la réduction de la dette (35%)** et **la réforme du système de santé (35%)**.

Q15. Selon vous, quelles devraient être au cours de la prochaine année les trois priorités du gouvernement provincial?
Vous pouvez cocher jusqu'à trois éléments.

Base : Membres du CPO (n=52)



3.4. Priorités du gouvernement fédéral

- Selon les membres du CPQ, le gouvernement fédéral devrait quant à lui prioriser le domaine des finances publiques au cours de la prochaine année et plus particulièrement **le contrôle des dépenses publiques** (73%) et **la réduction de la dette** (46%). La réduction des impôts des particuliers (21%), les transferts fédéraux aux provinces (21%) et le protectionnisme aux États-Unis (21%) ont également été mentionnées souvent.

Q16. Selon vous, quelles devraient être au cours de la prochaine année les trois priorités du gouvernement fédéral?

Vous pouvez cocher jusqu'à trois éléments.

Base : Membres du CPQ (n=52)

